

DEPARTEMENT SEINE MARITIME
CANTON Canteleu
COMMUNE CANTELEU

REPUBLIQUE FRANCAISE
Liberté – Egalité – Fraternité

DÉCISION DU MAIRE N° DEC-0039/22
PRISE EN VERTU D'UNE DÉLÉGATION D'ATTRIBUTIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Direction des Affaires Générales -

Nous, Mélanie BOULANGER,
Maire de la commune de CANTELEU

VU :

- le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment son article L 2122-22,
- la délibération du 25 mai 2020 par laquelle le Conseil Municipal l'a chargé, par délégation, de prendre les décisions prévues à l'article L.2122-22 susvisé, et notamment l'alinéa n° 5 portant sur la conclusion et la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;

CONSIDERANT QUE :

- la commune de Canteleu est propriétaire du local à usage artisanal, commercial ou industriel n°80 situé au Centre d'Activités Économiques situé Ancienne Route de Duclair,
- il convient d'établir un nouveau bail professionnel au profit de la société CANTELEU AUTO CONTRÔLE,

DECIDE :

ARTICLE 1er : Un bail commercial est signé entre la Ville de Canteleu et la société CANTELEU AUTO CONTRÔLE dont le siège social est à CANTELEU (76380), Centre d'Activités Économiques situé Ancienne Route de Duclair pour une durée de 9 ans à la date d'effet dudit bail. Il est consenti moyennant un loyer annuel de 14 880,00 € HT, payable à terme échu les premiers de chaque mois par prélèvement automatique.

ARTICLE 2 : La présente décision sera inscrite au recueil des actes administratifs de la Mairie et transmise au représentant de l'Etat dans le département. Il en sera rendu compte en communication au Conseil Municipal de Canteleu lors de sa plus proche réunion obligatoire.

ARTICLE 3 : M. Le Directeur Général des Services est chargé en ce qui le concerne d'assurer l'exécution de la présente décision.

ARTICLE 4 : Le maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte. Selon les dispositions prévues aux articles R.421-1 à R.421-5 du Code de justice administrative, cet acte peut faire l'objet, dans un délai de 2 mois à compter de sa publication ou sa notification :

- d'un recours gracieux motivé auprès du Maire,
- d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Rouen, 53 avenue Gustave Flaubert, 76000 ROUEN.

L'application Télérecours est accessible par le site www.telerecours.fr.

FAIT A CANTELEU, le 01 mars 2022

Le Maire



Mélanie BOULANGER

Loi du 2 mars 1982

ACTE EXECUTOIRE

Exécutoire le : 01/03/2022

Affichage le : 01/03/2022

Notification le : 01/03/2022

Préfecture le : 01/03/2022

ID DEMAT : 076-217601574-20220301-
Imc1H10994H1-AR